

UNE CRISE ALIMENTAIRE SANS PRÉCÉDENT AFFECTE DES MILLIONS DE PERSONNES AU CAMEROUN



Decembre 2023

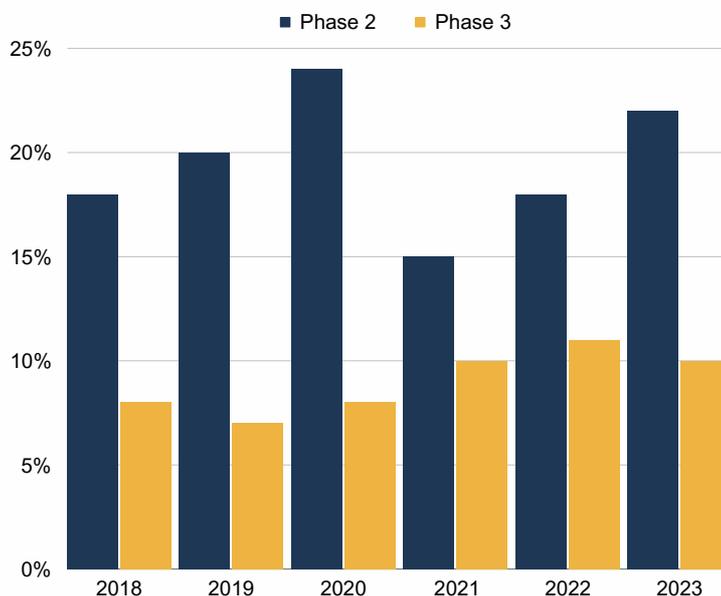


Photo: Pouhe Patricia/NRC

Situation de la sécurité alimentaire au Cameroun

“Depuis que nous avons été forcés de fuir notre village en 2018, il est difficile d’obtenir ne serait-ce que du riz blanc pour manger, et avec 11 personnes dans notre petite maison dont mes 03 enfants et ma femme, c’est insupportable”, explique Booba, un déplacé interne de 37 ans originaire de la division de Belo, dans la région du Nord-Ouest du Cameroun.

Ces dernières années, la situation humanitaire s’est détériorée, mettant à rude épreuve un système humanitaire déjà très affaibli, surtout avec l’impact de COVID-19 en 2020 qui a poussé des millions d’entreprises à fermer temporairement ou définitivement. Dans ce contexte de plus en plus complexe, ce sont les civils qui paient le plus lourd tribut. Il est impératif de toujours protéger les civils et de veiller à ce que l’aide humanitaire parvienne à toutes les personnes dans le besoin de manière rapide, sûre et efficace.



Évolution de la situation de la sécurité alimentaire au Cameroun de 2018 à 2023
Source : Rapport mondial du PAM sur les crises alimentaires

Au Cameroun, la persistance d'un niveau élevé d'insécurité dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, la persistance des incursions des groupes armés non étatiques dans l'Extrême-Nord, la montée des conflits autour des ressources naturelles (eau, pâturages, etc.) et les inondations (dans l'Extrême-Nord, le Nord et l'Ouest) continuent d'avoir un impact sévère sur la sécurité alimentaire. Selon les récents résultats du Cadre Harmonisé (Octobre 2023), 10,6% des personnes sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë au Cameroun, ce qui représente 2 940 807 personnes. Par ailleurs, [le rapport à mi-parcours des crises alimentaires 2023](#), révèle que 22% et 10% de la population sont respectivement en phase 2 et 3 d'insécurité alimentaire aiguë*. Cela représente une augmentation significative, étant donné qu'en [2022](#), seulement 11% de la population était en phase 2, et 10% en [2021](#).

De Juin à Août 2023, 2,36 millions de personnes devraient être confrontées à une situation de crise ou pire (phase 3 ou plus de l'IPC/CH) au Cameroun, soit 9 % de la population analysée. Par ailleurs, au [18 Décembre 2023](#), la prévalence des stratégies d'adaptation fondées sur l'alimentation en situation de crise ou supérieure à la crise au Cameroun était de 36,96 %, tandis que la prévalence de la consommation alimentaire insuffisante, médiocre et à la limite au Cameroun, était de 40,07 %. Les conflits et l'insécurité étant les principaux moteurs de l'insécurité alimentaire aiguë, la situation est précaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, en proie à une crise sociopolitique, et dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, du Littoral, de l'Ouest et de l'Est, où les personnes déplacées internes et les réfugiés pèsent sur les stocks des ménages et les ressources productives des ménages hôtes.

Stratégies d'adaptation basées sur l'alimentation

En raison de la détérioration des moyens de subsistance, les ménages les plus touchés risquent d'être contraints d'adopter des mécanismes d'adaptation négatifs :

Dans la région de l'Extrême-Nord, de nombreux ménages ont recours à des mécanismes de survie non durables tels que l'emprunt et la vente des actifs productifs restants pour payer les dépenses non alimentaires essentielles telles que les frais de scolarité ou les soins médicaux. [117 738](#) réfugiés et personnes déplacées par les conflits et les inondations ont déclaré ne pas être en mesure de produire de la nourriture ou d'accéder à l'aide alimentaire humanitaire. Par conséquent, ce sont probablement 992 094 personnes qui continuent d'être confrontées à une situation de crise (phase 3 de l'IPC). À cela s'ajoute le fait que certaines personnes sont obligées de voler des récoltes, ce qui crée de la méfiance et renforce la violence au sein des communautés ;

Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, la crise a mis en péril la résilience des communautés affectées, renforçant leur capacité déjà limitée à répondre aux besoins de base en termes de nutrition ou d'éducation. En termes d'insécurité alimentaire aiguë, 508 480 personnes sont toujours en situation de crise (phase 3 de l'IPC). En outre, la baisse des revenus des ménages et le manque d'opportunités pour les activités agricoles en raison du manque d'accès à la terre obligent de nombreux ménages à mettre en péril leur autonomie ;

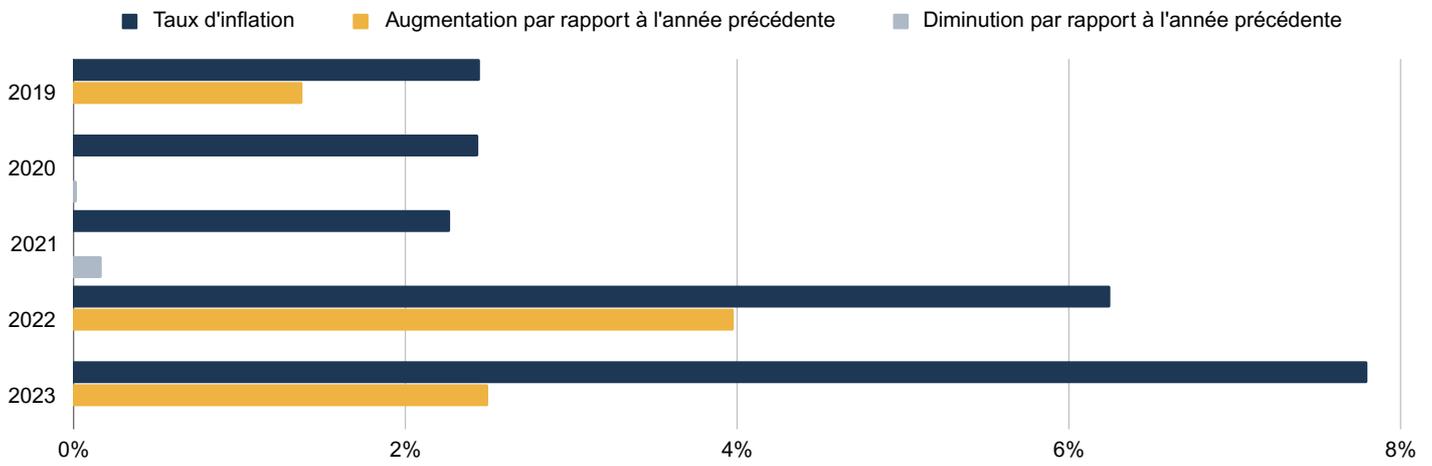
Dans la région de l'Est, la situation d'insécurité alimentaire a été fortement impactée par l'afflux de réfugiés centrafricains. En outre, la réduction des rations du PAM, mise en œuvre depuis 2022, place les populations touchées, en particulier les femmes et les enfants, dans une situation extrêmement vulnérable, augmentant leur exposition à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, et risquant d'exacerber les conflits dans les localités fragiles où les réfugiés et les communautés d'accueil se partagent des ressources et des services déjà limités.

Dans tous ces contextes de crise, la situation générale en matière de protection se dégrade, les déplacements et l'accès à la terre sont fortement restreints, les tensions intercommunautaires augmentent, les risques de protection pour les femmes et les enfants s'aggravent considérablement et de plus en plus de familles sont contraintes d'adopter des mécanismes d'adaptation néfastes. Les femmes sont plus susceptibles d'être victimes de violences sexuelles, davantage d'enfants sont retirés de l'école, les filles sont contraintes à des mariages précoces et les jeunes hommes sont recrutés de force. Par ailleurs, les organisations humanitaires s'efforcent de répondre efficacement à ces chocs. C'est particulièrement le cas pour l'alerte précoce et l'action anticipative, qui sont essentielles pour réduire l'impact transversal des crises répétées, non seulement sur la sécurité alimentaire, mais aussi sur d'autres domaines importants tels que la santé et l'assainissement.

Tendances en matière d'inflation

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation au Cameroun a augmenté pour atteindre une moyenne de 7,8 % en Août 2023, contre 6,3 % en Août 2022. Ce taux dépasse le seuil de 3 % fixé par la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

*Différenciation entre les différents niveaux de gravité de l'insécurité alimentaire aiguë, en classant les unités d'analyse en cinq phases distinctes : (1) Minimal/Aucun, (2) Stress, (3) Crise, (4) Urgence, (5) Catastrophe/Famine.



Evolution du taux d'inflation au Cameroun 2019 - 2023
 Source : <https://www.macrotrends.net/>

Malgré les efforts du gouvernement pour contrôler les pressions inflationnistes, y compris l'interdiction des exportations de céréales depuis Décembre 2021, les prix des denrées alimentaires ont augmenté en moyenne de 13,3 % au cours de la même période et continuent d'être le principal moteur de l'inflation élevée au Cameroun. Les prix des denrées alimentaires importées telles que le riz, le blé et l'huile raffinée ont continué à augmenter dans tout le pays, dépassant la moyenne de l'année précédente et même celle des cinq dernières années. Les données les plus récentes ((FEWS NET Perspectives de la sécurité alimentaire au Cameroun octobre 2023 - mai 2024) montrent qu'en Septembre 2023, les prix du sorgho et du maïs sur les marchés de Maroua, Mora, Kaele et Yagoua, par exemple, étaient supérieurs de plus de 50% à ceux de l'année dernière et de près de 70% à la moyenne des cinq années précédentes. De même, les prix du maïs à Buea, Bamenda et Kumba étaient supérieurs de 10 à 19 % à ceux de l'année dernière et nettement plus élevés que la moyenne quinquennale.

Dans ce contexte, il est crucial d'investir davantage dans l'alerte précoce et la préparation, y compris l'action anticipative, afin d'atténuer l'impact sur les populations vulnérables, tout en révisant avec les communautés et les services techniques le calendrier agricole saisonnier dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Les actions suggérées comprennent l'assistance en espèces, le déstockage stratégique du bétail, les vaccinations ou la distribution de semences. Malgré une reconnaissance croissante du lien entre l'insécurité alimentaire et le changement climatique, les efforts pour soutenir les personnes les plus touchées sont encore insuffisants.

Recommandations

- 1 - Le gouvernement devrait augmenter le budget alloué au plan de réponse national** par la mobilisation des ressources financières nationales consacrées à la réponse humanitaire et contrôler la mise en œuvre de ce plan à l'aide d'un mécanisme transparent et inclusif ;
- 2 - Le gouvernement devrait soutenir et appuyer la surveillance de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et les systèmes d'alerte et de réponse précoces**, en particulier dans les zones difficiles d'accès, et surveiller la disponibilité des stocks alimentaires locaux et nationaux tels que les banques de riz ou de maïs, en mettant en place et en rendant opérationnel le système de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles au Cameroun ;
- 3 - Le gouvernement devrait élaborer et mettre en œuvre des programmes d'urgence en temps opportun pour fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle immédiate aux populations en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle (phases 3 à 5)** afin de sauver des vies et de prévenir le risque de malnutrition chez les enfants des ménages les plus pauvres dans les pays concernés, en particulier ceux qui sont touchés par l'insécurité civile et/ou la crise économique ;
- 4 - Les organismes d'aide humanitaire devraient maintenir leur soutien financier, par le biais de financements flexibles et pluriannuels pour une réponse multisectorielle**, tout en exigeant l'inclusion de l'atténuation des risques dans tous les programmes et en renforçant les solutions durables et les liens entre les programmes humanitaires et les programmes de développement. En particulier, il convient d'accroître le soutien aux activités de protection en donnant la priorité à des éléments transversaux tels que l'accès au logement, à la terre et à la propriété ;
- 5 - Les organismes d'aide au développement doivent accroître leur soutien pour s'attaquer aux causes profondes des crises**, notamment en donnant la priorité aux investissements dans l'alerte précoce, la préparation et l'action anticipative. L'aide humanitaire ne peut à elle seule résoudre ces crises ni contribuer à la recherche de solutions durables.